

INFOSOCIETY.ch

Eine Initiative des Bundes
Une initiative de la Confédération
A Federal Initiative

7^e rapport du Groupe de coordination Société de l'information (GCSI) à l'intention du Conseil fédéral

Résumé

Septembre 2005

Rédaction Service de coordination société de l'information, OFCOM

Rapport en ligne: www.bakom.ch - www.infosociety.ch

Adresse: Office fédéral de la communication
Service de coordination société de l'information
Rue de l'Avenir 44
2501 Bienne

Tél.: 032 – 327 57 27

Fax: 032 – 327 55 28

E-mail: infosociety@bakom.admin.ch

L'essentiel en bref

Le présent 7^e rapport du Groupe de coordination Société de l'information (GCSI) à l'intention du Conseil fédéral fait l'état des lieux des travaux de mise en œuvre de la stratégie du Conseil fédéral pour une société de l'information en Suisse, adoptée en 1998. Il rend également compte de la position de la Suisse dans ce domaine en comparaison européenne et mondiale. Enfin, il dresse le bilan des travaux accomplis depuis 1998.

Durant l'année écoulée, la stratégie du Conseil fédéral pour une société de l'information en Suisse a été largement remaniée et actualisée, en fonction des expériences faites jusqu'ici lors de sa mise en œuvre et de l'état actuel de la société de l'information en Suisse. Le but de la nouvelle stratégie 2005 n'a toutefois pas changé par rapport à 1998: il s'agit toujours de déployer les technologies de l'information et de la communication (TIC) rapidement, de manière coordonnée et au profit de tous.

Le processus de révision était confié à des experts internes et externes à la Confédération, chargés de préparer, à l'intention du Comité interdépartemental pour la société de l'information (CI SI), des propositions sur les modifications ou compléments à apporter aux contenus de la stratégie. Des dispositions sur la confiance dans les TIC, le fédéralisme, la collaboration et le domaine international figurent désormais au rang des principes de la stratégie. Quant aux mesures, elles ont été restructurées et renommées. Le domaine de la santé est le seul entièrement nouveau.

La coordination des travaux est maintenue, mais elle sera dorénavant assurée au niveau des thèmes.

La Suisse est bien équipée en TIC, tant dans l'administration et les entreprises qu'au sein de la population, et l'utilisation de l'Internet y est très répandue (67 % des habitants). Cette utilisation présente néanmoins d'importantes disparités selon l'éducation, l'âge, le sexe et la région linguistique.

Révision de la stratégie

*Adaptation
des principes et
des mesures*

Nouvelle coordination

*Société de l'information
en Suisse: équipement
à la hauteur*

A ce jour, 3700 écoles sur 5000 ont été dotées d'un accès Internet à haut débit. Le Campus virtuel, visant à promouvoir la formation en ligne dans les hautes écoles, et le serveur de l'éducation ont trouvé leur place dans le paysage éducationnel suisse. Toutefois, en raison des mesures d'économies adoptées par le Parlement et par la Confédération, il n'est pas certain que les objectifs initialement fixés dans le domaine de l'éducation puissent être atteints. Ainsi, la Confédération a réduit au minimum son engagement dans le projet *PPP – ésn (L'école sur le net)* et le financement fédéral du serveur de l'éducation est aussi remis en question.

Education

Les travaux de mise en œuvre de la *stratégie de la Confédération en matière de cyberadministration* se sont poursuivis. Force est toutefois de constater qu'en dépit de la mise en place d'*eVanti.ch* – un système de coordination à la disposition de tous les acteurs de la cyberadministration – et de la création de l'organisation de normalisation *eCH.ch*, la Suisse fait partie de l'arrière-garde des pays européens en matière de gouvernement électronique. Il est donc urgent d'agir à plusieurs niveaux dans ce domaine.

Cybergouvernement et cyberdémocratie

Le portail d'information *ch.ch* est entré dans sa phase d'exploitation ordinaire et 23 cantons sur 26 ont signé la nouvelle convention de collaboration valable pour les années 2005 à 2006. La collaboration reste malgré tout hésitante avec nombre de cantons. Le 26 septembre et le 28 novembre 2004, deux essais pilotes de *vote électronique* ont eu lieu avec succès dans le canton de Genève, à l'occasion de votations fédérales. Le canton de Zurich a également procédé à un test lors de l'élection du Conseil des étudiants de l'Université: les électeurs ont pu voter par Internet ou au moyen de leur téléphone portable.

La loi sur la signature électronique est en vigueur depuis début 2005 et le message sur la protection des consommateurs dans le domaine du commerce électronique sera soumis au Conseil fédéral au second semestre. Les projets de révision de la loi sur les télécommunications (libéralisation du dernier kilomètre, protection des consommateurs et des données personnelles, protection contre le pollupostage, etc.) et de la loi sur la radio et la télévision en sont au stade de leur examen par le Parlement et devraient entrer en vigueur en 2006. Le service de règlement des litiges relatifs aux noms de domaine fonctionne depuis mars 2004. Est encore attendue la décision du Conseil fédéral concernant la lutte contre la cybercriminalité.

Projets et révisions de lois

Appelée à intervenir en cas de dérangement de l'infrastructure d'information et de communication, la Centrale d'enregistrement et d'analyse pour la sûreté de l'information (Melani) est opérationnelle depuis octobre 2004. L'Etat-major spécial sûreté de l'information (Sonia) fonctionne également. Reste à agir dans le domaine de l'archivage à long terme des données numériques et du traitement de l'offre de base des informations de l'Etat.

*Sécurité et disponibilité
de l'information*

Le DFI a reporté le projet *Référencer – numériser* en raison de ses coûts trop élevés. L'OFC réalise pour sa part un projet pilote de préparation d'une mémopolitique nationale. Pour l'instant, seules les collections les plus importantes sont mises en ligne. L'OFC a aussi mis en place des instruments d'encouragement de l'art numérique, soutenant en particulier des projets liés au *Centre Virtuel*.

Culture